

A. LAPIDUS

Doctrine de l'usure et théorie de l'intérêt du XII-ème au XIV-ème siècle

Les cahiers de l'analyse des données, tome 13, n° 3 (1988),
p. 319-324

http://www.numdam.org/item?id=CAD_1988__13_3_319_0

© Les cahiers de l'analyse des données, Dunod, 1988, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Les cahiers de l'analyse des données » implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

DOCTRINE DE L'USURE ET THÉORIE DE L'INTÉRÊT DU XII-ÈME AU XIV-ÈME SIÈCLE

[USURE XII-XIV]

A. LAPIDUS*

NB L'exposé fait à la Journée d'Étude avait pour base un texte déjà publié, destiné aux spécialistes de l'histoire de la pensée économique. Le présent article, plus bref, vise à satisfaire la curiosité des statisticiens, en répondant particulièrement aux questions posées par les participants.

0 La tradition chrétienne et l'usure

Avant d'être, chez Thomas d'Aquin, une faute logique, l'usure - c'est-à-dire tout surplus, excédant le capital, versé par l'emprunteur au prêteur en raison même du prêt - est, à la fois, un péché et une menace contre l'ordre civil. Au-delà de leurs apports disparates, cette double dimension ressort de l'examen tant des textes bibliques (Ex: XXII, 25; Lévi: XXV, 35-37; Deut: XXIII, 19-21; Ps: XV, 5; Éz: XVIII, 8, 13, 17; Luc: VI, 34-35), que de la littérature patristique ou des décisions conciliaires et pontificales depuis le IV-ème siècle. La condamnation de l'usure, qui s'est dessinée au fil du temps, apparaît ainsi comme la réponse, au nom d'une exigence de charité, à une forme d'oppression héritée de l'antiquité. Or s'il reste possible de discuter, selon les auteurs et selon les époques, de l'importance du péché au regard de la loi chrétienne, un principe demeure: ce qui est refusé dans l'intérêt, quelle que soit sa forme, c'est le mécanisme de formation d'un revenu opérant au sein d'une transaction bilatérale - revenu au demeurant parfaitement distingué du surplus résultant d'une activité industrielle ou commerciale. Les exemples fournis, mettant en présence le riche et le pauvre, annoncent la distinction scolastique entre les deux formes d'engagement *volontaire* au sein d'un contrat, selon que cette volonté est *absolue* ou *conditionnée*. L'accent mis sur un prêt à la consommation contracté par un emprunteur démuné et, de ce fait, dépourvu de pouvoir de négociation auprès d'un prêteur prospère qui ne semble soumis, dans la fixation de l'intérêt, à aucune autre contrainte que la solvabilité de son partenaire - cet argument dévoile

(*) Professeur de Sciences Économiques à l'Université de Paris I et à l'ENSAE.

l'un des aspects sur lesquels repose l'interdiction de l'usure: c'est comme *rente absolue* que l'Église condamne l'intérêt. La redécouverte du droit romain dans les universités italiennes - offrant pour cadre contractuel au prêt d'argent le *mutuum* - ou, quelque temps plus tard, la diffusion dans l'Occident chrétien des traductions latines d'Aristote - qui fourniront à la doctrine de l'usure l'un des piliers de l'argument de droit naturel - constitueront, au mieux, un auxiliaire dans l'appréciation du prêt à intérêt: le verdict était, dans ses grandes lignes, rendu. La combinaison, chez Thomas d'Aquin, du cadre juridique du contrat de prêt et d'une approche en termes de loi naturelle s'inscrivait dans l'ambition nouvelle de fonder la foi en raison; elle ne changeait pas la foi.

Bien avant l'Aquinate, plusieurs écrits annoncent les différents ingrédients qui composent la synthèse thomiste sur l'usure; et le débat se poursuit après le XIII-ème siècle. Dans le présent article, toutefois, nous concentrerons notre attention sur saint Thomas, et, plus précisément, sur la question LXXVIII, *De peccato usuræ*, Du péché d'usure, de la partie II-a II-æ - morale pratique - de la Somme Théologique, (citée, dans la suite, *usure*, en en distinguant les articles). Nous considérerons successivement les arguments de la condamnation et les échappatoires qui s'offraient pour légitimer l'intérêt sans l'usure.

1 Les arguments de la condamnation de l'usure

La clé de voûte de l'édifice est constituée par le *mutuum*, contrat de prêt gratuit intéressant les biens fongibles. Le droit romain distinguait deux catégories de contrats, selon qu'ils transféraient la propriété ou l'usage, avec subdivision en contrats gratuits et à titre onéreux. Il s'agissait donc de donner les raisons pour lesquelles le prêt d'argent ne pouvait recouvrir ni un simple transfert d'usage, ni un contrat onéreux. De ce fait, toute opération faisant apparaître de manière contractuelle un excédent au bénéfice du prêteur qui surpasse le capital devait transgresser non seulement l'interdit de l'Église, mais aussi une loi naturelle.

En recomposant l'argument thomiste, on en dégagera deux étapes. La première concerne la nature de la monnaie et rend déjà intelligibles les raisons pour lesquelles le remboursement ne peut dépasser le capital emprunté. Cette étape est fidèle à la tradition aristotélicienne en ce que celle-ci reconnaît dans la monnaie la cause matérielle des échanges: "Quant à l'argent monnayé, le Philosophe [Aristote] remarque dans l'*Éthique* [V,5] et dans la *Politique* [I,3] qu'il a été principalement inventé pour faciliter les échanges; donc son usage propre et principal est d'être consommé, c'est-à-dire dépensé, puisque tel est son emploi dans les achats et dans les ventes" [*usure*, a.1, resp]. Il est donc contre la nature de la monnaie de prétendre la transformer, à travers le prêt à intérêt, en sa propre fin.

Instrument de transaction et instrument de mesure, les deux fonctions que Thomas d'Aquin associe à l'usage principal de la monnaie, constituent les bases

d'une théorie du crédit excluant la rémunération de la liquidité. La seconde étape consiste alors à déduire la nature du prêt de celle de la monnaie. Le raisonnement de saint Thomas est bien connu: "Recevoir un intérêt pour l'usage de l'argent prêté est de soi injuste, car c'est faire payer ce qui n'existe pas... Pour s'en convaincre, il faut se rappeler que l'usage de certains objets [dont la monnaie; A.L.] se confond avec leur consommation... Dans les échanges de cette nature on ne devra donc pas compter l'usage de l'objet à part de sa réalité même; mais du fait même que l'on en concède la réalité à autrui, on lui cède l'objet. Voilà pourquoi, pour les objets de ce genre, le prêt transfère la propriété" [*usure*, a.1, resp]. Distinguant le prêt d'argent de la location d'un objet, tel qu'un immeuble, que l'usage ne détruit pas, est cité le traité classique *De usufructu*, selon lequel: "les choses qui se consomment par l'usage n'admettent d'usufruit ni selon la raison naturelle ni selon le droit civil".

Il convient d'insister sur la manière dont cette seconde étape s'articule avec la précédente. Le transfert de propriété à titre gratuit n'est pas le produit du seul caractère consommable de la monnaie. S'il en était ainsi, l'usure eût pu prendre place dans un autre cadre contractuel: celui de l'*échange* entre deux marchandises différentes - la somme d'argent prêtée et la somme d'argent remboursée à l'échéance. La fait qu'une pareille solution ne soit même pas abordée ne procède pas d'un défaut d'imagination (théologiens, juristes et financiers du moyen-âge ont montré que celle-ci ne leur faisait pas défaut) mais, une fois de plus, de la double fonction, de transaction et de mesure, de la monnaie. C'est parce que la monnaie prêtée est détruite par l'usage de l'emprunteur et qu'elle demeure, comme la monnaie remboursée, instrument de mesure, qu'elle ne saurait être ni une même marchandise à deux dates successives, ni deux marchandises distinctes, mais une mesure qui se retrouve identique à elle-même à travers deux objets parfaitement substituables. Cette conclusion se renforce par le traitement scolastique du temps dans l'usure qui, absent semble-t-il des écrits de saint Thomas, sera repris par Innocent IV, Gilles de Lessines, ou Jean Duns Scot. L'impossibilité de *vendre le temps* par un prêt à intérêt résulte non d'un interdit religieux mais des lois de la nature. Est en cause non le caractère divin de la propriété du temps, mais le fait que celui-ci, loin de constituer une dimension parmi d'autres, servant à identifier les marchandises, représente un bien public pur, inaliénable par un agent privé et dont la quantité ne dépend pas de la consommation qui en est faite par chacun.

2 L'intérêt sans l'usure

La prohibition de l'usure suscita d'abord des réponses latérales, se traduisant par une extension de son domaine à des opérations qui formellement lui étaient étrangères. L'étude de Mc Laughlin [cf *Medieval Studies*, I, 1939 et II, 1940] offre de nombreux témoignages de l'ingéniosité déployée par les financiers non seulement afin de contourner l'interdit (qui était loin de constituer un obstacle infranchissable) mais surtout de lui donner un autre contenu: le mort-gage, pourtant responsable, jusqu'au XII-ème siècle, de la prospérité

matérielle d'établissements religieux de Normandie et de Flandre, condamné depuis le concile de Tours; la vente à crédit, explicitement rejetée par Thomas d'Aquin lorsqu'elle comportait un intérêt [*usure*, a.2, ad7] - la condamnation, plus tardive, de la mohatra (مخاطرة, expliquée par A. Francotte au cours de la discussion de son exposé) apparue en Italie au XIV-ème siècle relève de la même analyse - ; le prêt maritime, condamné par la décrétale *Naviganti* de Grégoire IX; les opérations de change...

Cependant, le dispositif protecteur lui-même n'élimine pas toute autre interprétation de l'intérêt. Bien plus, des contradictions dans la mise en œuvre de la doctrine laissent entrevoir que d'autres compréhensions de l'intérêt étaient analytiquement recevables, même si elles étaient soupçonnées d'offrir un déguisement à une opération usuraire. Dans la plupart des cas, il s'agit de transactions laissant place à un intérêt susceptible d'être entendu comme une *prime de risque*. Le risque sur le capital (*periculum sortis*) ou sur l'issue de l'opération (*ratio incertitudinis*) sont en effet de nature à rendre licite la perception d'un intérêt au-delà du principal. Par exemple, bien que le prêt maritime fût prohibé, le partage du risque entre des associés justifiait, pour saint Thomas, l'intérêt perçu par chacun d'eux [*usure*, a.2, ad5].

Outre le cas des transactions qui s'insèrent dans un cadre étranger au *mutuum*, la présence à côté du *mutuum* de titres extrinsèques - *pæna conventionalis* pénalité convenue, *damnum emergens* incommodité résultante, *lucrum cessans* manque à gagner - allait permettre le paiement d'un intérêt, compris cette fois comme un coût séparable du prêt proprement dit. Ils dénotaient des conceptions alternatives de l'intérêt où un coût d'opportunité, associé à l'indisponibilité d'une somme en argent, venait expliquer analytiquement le versement d'une indemnité compensatrice. Là encore, la difficulté consistait à faire coïncider des prescriptions, relevant du for externe, et une intention, relevant du for interne; laquelle, pour n'être pas usuraire, devait exclure que la rémunération du prêt fût l'expression d'une rente absolue.

En accordant au prêteur une indemnité si l'échéance stipulée sur le contrat n'était pas respectée, la *pæna conventionalis* réalisait une quasi-unanimité chez les théologiens et les canonistes. Au-delà de divergences sur la question de savoir si l'indemnité devait être mentionnée au début du contrat, il semblait couramment admis que le dommage engendré par l'indisponibilité du capital à la date prévue vînt justifier le versement d'une compensation. Sous le titre significatif "Est-on tenu de restituer ce qu'on n'a pas pris", Thomas d'Aquin se fait écho de l'argument selon lequel "le débiteur qui retient l'argent de son créancier au-delà du terme fixé lui fait tort de tout l'intérêt possible de cet argent" [*IIa IIæ*, q.LXII, a.4, obj.2]; mais il y répond "que celui qui est en voie d'acquérir une chose n'a celle-ci que virtuellement et en puissance"; il n'y a donc pas là matière à restitution mais seulement à "une compensation en regard aux personnes et aux affaires". Une remarque de Jean Duns Scot témoigne la

complexité de la conception sous-jacente de l'intérêt: "Un signe manifeste qu'une pénalité n'est pas coupable d'usure est celui-ci: le marchand préfère voir son argent lui revenir le jour convenu plutôt que le lendemain, accompagné de la pénalité" [*In IV libros sententiarum*, op. oxoniensis, IV, dist. 15, q. 2, 18]. Ce qui revient à dire que l'intérêt représenté par la pénalité ne peut couvrir plus que le coût d'opportunité dû à l'indisponibilité du capital à partir de l'échéance convenue du prêt.

La distinction entre actuel et potentiel se retrouve à propos du *damnum emergens* et du *lucrum cessans*. L'un et l'autre correspondent, cette fois, à un coût d'opportunité enregistré en cours de contrat. Pour le premier, il s'agit d'une perte occasionnée par l'insuffisance des encaisses pendant la durée du contrat; pour le second, la même insuffisance interdit la réalisation d'un profit escompté. On peut lire comme un aval du *damnum emergens* accompagné d'un rejet du *lucrum cessans* ce passage de la somme théologique [*usure* a. 2, ad1] où Thomas d'Aquin déclare que: "dans son contrat avec l'emprunteur, le prêteur peut sans aucun péché, stipuler une indemnité à verser pour le préjudice qu'il subit en se privant de ce qui était en sa possession; ce n'est pas là vendre l'usage de l'argent, mais recevoir un dédommagement. Il se peut d'ailleurs que le prêt évite à l'emprunteur un préjudice plus grand que celui auquel s'expose le prêteur. C'est donc avec son bénéfice que le premier répare le préjudice du second. Mais on n'a pas le droit de stipuler dans le contrat une indemnité fondée sur le fait que l'on ne gagne plus rien avec l'argent prêté; car on n'a pas le droit de vendre ce que l'on ne possède pas encore et dont l'acquisition pourrait être compromise de bien des manières".

3 Conclusion: vers une libéralisation

L'ensemble des controverses fait ressortir, en négatif, les compréhensions de l'intérêt qui suscitaient l'hostilité des penseurs scolastiques.

En premier lieu, il s'agissait de l'interprétation de l'intérêt comme prix d'une renonciation à la liquidité couvert par les gains obtenus par l'emprunteur à l'aide d'une somme d'argent dont il aurait eu pleine possession. Ce n'était pas là seulement une proposition moralement condamnable, mais analytiquement irrecevable.

En second lieu, il s'agissait de l'interprétation de l'intérêt comme rente absolue, qui, à la différence de la précédente, était à la fois moralement condamnable et analytiquement recevable. Relevant de la distinction entre l'accord *volontaire absolu* et l'accord *volontaire conditionné*, elle rendait d'emblée suspecte toute opération de prêt engageant l'accord volontaire de l'emprunteur - et cela d'autant plus que l'interprétation de l'intérêt qui la sous-tendait paraissait plus contestable.

Pour voir l'attitude face à l'usure se libéraliser ainsi que la compréhension de l'intérêt s'élargir, il suffisait de rompre la relation entre le préjudice subi par

l'emprunteur du fait du prêt à intérêt et le caractère conditionné de son engagement dans le contrat de prêt. Dès cet instant, en effet, on était en mesure de faire apparaître qu'une plus grande tolérance à l'égard du prêt à intérêt engendrerait, pour l'emprunteur, un coût moindre que celui imposé par l'impossibilité d'accéder au crédit; ainsi que, pour la société dans son ensemble, des effets externes positifs. Saint Thomas reconnaît explicitement que le droit romain a pu laisser place à l'usure comme à un moindre mal quand il écrit: "Les lois humaines laissent certains péchés impunis, à cause des conditions d'imperfection des hommes, conditions dans lesquelles beaucoup de choses utiles seraient empêchées si tout péché était strictement puni par des peines appropriées. Et c'est pourquoi la loi humaine a concédé l'usure, non comme conforme à la justice, mais pour ne pas faire obstacle à ce qui est utile à beaucoup" [*usure*, a. 1, ad 3]. Mais ce fut la tradition nominaliste qui, vers les années 1420, devait trouver en Jean Gerson, chancelier de l'Université de Paris, l'avocat d'une telle analyse.

Menacée à travers ce qui lui offrait sa plus ancienne justification, la théorie médiévale de l'intérêt devait alors, lentement, se dissoudre. De sorte que si les éléments qui la composaient furent, pour une grande part, appelés à lui survivre, ce fut au sein de configurations entièrement nouvelles: l'intérêt ne pouvait plus se comprendre comme le Moyen-Âge occidental l'avait compris.

Discussion après la communication

Question de J.-P. Benzécri: Monsieur Francotte a cité la parabole des talents [*Luc*, XIX, 11-27] comme une justification des opérations financières: on y lit, entre autres choses que l'argent peut non seulement être placé, mais travailler, produire. Même si Thomas d'Aquin [*usure* a. 1, ad 1] n'accepte de la parabole qu'une application métaphorique à la vie spirituelle, celle-ci atteste que date d'au moins 2000 ans l'idée, refusée par l'Aquinate, que l'argent n'a pas pour seul usage la consommation, mais est productif, a un *fructus*.

Réponse de A. Lapidus: Assurément. Mais il faut souligner alors que c'est de propos délibéré que le *fructus* a été refusé; que l'on s'est écarté d'une idée qui, pourtant, imprégnait de longue date le sens commun afin de promouvoir une compréhension originale de la monnaie, de la propriété et des biens qui l'excluait.

Question de M. Dalmet: à qui l'intérêt profitait-il, quelle en était la finalité?

Réponse de A. L.: La réponse à votre question relève plus de la doctrine du juste prix que de celle de l'usure. Dans cette perspective il s'agit de faire vivre chacun selon son état, sa dignité relative, fonction de sa contribution à la félicité publique. Cette conception détermine, selon la place de chacun, les prix, le revenu auquel donne naissance toute activité de production ou de commercialisation. Il n'y a donc pas de classe dans une telle société. La logique de la répartition qui la régit n'est pas celle de la confrontation de choix individuels, mais de la reproduction d'un organisme finalisé - la société civile - en conformité avec une hiérarchie des natures préétablie. S'il nous est donc possible d'examiner la finalité de l'intérêt, la question de savoir à qui il profite ne peut que nous éloigner du cadre analytique permettant de penser une théorie médiévale de l'intérêt.